



SÉMINAIRE PAIR À PAIR SUR LA DÉSINFORMATION ET LA VÉRIFICATION DE L'INFORMATION

#TalkPaix

RAPPORT GENERAL



22 au 23 mars 2023



Yaoundé, Cameroun

SOMMAIRE

I. INTRODUCTION	1
II. CONTEXTE ET JUSTIFICATION	1
III. OBJECTIFS	3
1. Objectif global	3
2. Objectifs spécifiques.....	3
IV. RESULTATS	3
V. METHODOLOGIE	3
VI. PROFIL DES PARTICIPANTS	4
VII. CEREMONIE D'OUVERTURE	4
VIII. DEROULEMENT DES TRAVAUX	5
1. Exposés thématiques	5
2. Ateliers participatifs.....	8
IX. RECOMMANDATIONS	10
X. COMMUNICATION MEDIAS SOCIAUX	12
XI. CONCLUSION	13

I. INTRODUCTION

Organisé par ADISI-Cameroun, Médias & Démocratie, dans le cadre du projet « Talk Paix » mis en œuvre au Cameroun jusqu'en 2024 par CFI, Agence Française de Développement médias, le séminaire de deux jours vise à aider les médias à fournir à la population une information fiable, dépolarisée et nuancée dans un contexte de crise multi-dimensionnelle (pressions politiques, tensions séparatistes, terrorisme, insécurité, désinformation, précarité économique).

La désinformation est un phénomène nocif et rampant dans notre pays qui peut s'appuyer sur tous les types de médias : radio, télévision, journaux, cinéma, Internet, etc. Internet, souvent présenté comme un média alternatif, est susceptible de contrer la désinformation mais peut aussi être un vecteur de propagande, de rumeurs ou de fausses nouvelles.

En fait, la désinformation a des effets de plus en plus pernicioeux car elle porte gravement atteinte à la cohésion sociale. On la redoute parce qu'elle ébranle les fondements démocratiques de nos sociétés et menace la santé physique et psychologique des personnes.

La situation dans l'Extrême Nord du Cameroun, marquée par la double présence de Boko Haram et de l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest, et la situation dans les zones anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, où le conflit s'intensifie depuis plus de quatre ans, rend d'autant plus difficile le travail des journalistes qui sont exposés et qui exposent leurs sources d'information. Le journalisme d'investigation coûte cher et les médias désireux d'exercer pleinement leur rôle avec éthique ont rarement les moyens de mobiliser les ressources nécessaires au développement de cette discipline exigeante. Parfois, peu formés aux enjeux de la « désinformation » et de la « mésinformation », beaucoup de journalistes relaient également de bonne foi des fausses informations en reprenant, sans aucune forme de vérification, des contenus aux sources douteuses qui sont publiés sur les réseaux sociaux. Ils contribuent ainsi à disséminer des contre-vérités qui polluent le débat public et attisent les tensions.

Dans le cadre de la lutte contre la circulation des fausses informations et des discours de haine, et pour réduire les risques qu'elles font courir à la stabilité et la cohésion sociale, l'un des leviers passe par le renforcement des compétences des journalistes sur les bonnes pratiques de vérification de l'information à travers des formations sur les outils et techniques. Il passe aussi dans un second volet

du programme par le renforcement des compétences des jeunes citoyens, actifs sur internet ou engagés dans des mouvements associatifs prônant l'éducation aux médias.

Le Présent séminaire international a été ponctué par trois grandes séquences d'activités étalées sur deux journées. D'abord la cérémonie introductive d'ouverture, les exposés thématiques, les ateliers et la phase de clôture.

II. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Les médias sont des vecteurs essentiels du droit à l'information, de la liberté d'expression et du débat public. Ils ont un rôle clé à jouer comme acteurs de stabilité et vecteurs des transformations sociales. Par la diffusion d'informations fiables et impartiales et la création d'espaces d'échange et de dialogue pluralistes et pacifiés, ils peuvent contribuer au renforcement de la cohésion nationale et à la réduction des foyers de crise.

Au Cameroun, où la libéralisation de la presse amorcée dans les années 1990 a permis de briser le monopole gouvernemental sur le secteur, les médias ne remplissent pas encore pleinement ce rôle. Le pays compte plus de 600 organes de presse écrite, près de 200 stations de radio et une trentaine de chaînes de télévision, mais cette floraison médiatique ne suffit pas à assurer un environnement favorable aux médias et propice à la production d'une information pluraliste, fiable, nuancée et contribuant à la participation citoyenne au débat public. Les autorités évoquent le plus souvent une « tolérance admise » envers les médias, ce qui n'encourage pas ces derniers à exercer pleinement leur indépendance éditoriale.

La situation dans l'Extrême Nord, marquée par la double présence de Boko-Haram et de Etat islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP) , et dans les zones anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, où le conflit séparatiste s'intensifie depuis plus de 4 ans, rend d'autant plus difficile le travail des médias que les journalistes s'exposent aussi à des menaces de mort ou d'enlèvements, aux brutalités des forces de sécurité, à l'insécurité numérique, à la saisie de matériel, et à la mise en danger de leurs sources d'information.

Le secteur médiatique camerounais souffre également de la faiblesse des cursus de formation et de la grande précarité économique des médias, y compris les plus influents en termes d'audience. Le journalisme d'investigation coûte cher et les médias désireux d'exercer pleinement le rôle de contre-pouvoir ont rarement les moyens de mobiliser les ressources nécessaires au développement de cette discipline exigeante. Les partenaires internationaux sont encore peu impliqués sur cette question et

n'apportent que rarement une aide technique et financières aux journalistes désireux de mener des enquêtes de fond. Cette précarité des médias accroît la vulnérabilité des journalistes face aux pressions politiques et les encourage souvent à verser dans le sensationnalisme en diffusant des « nouvelles » basées en grande partie sur des faits tronqués. Peu formés aux enjeux de la « désinformation » et de la « mésinformation », beaucoup de journalistes relaient par ailleurs de bonne foi des fausses informations en reprenant, sans aucune forme de vérification, des contenus aux sources douteuses qui sont publiés sur les réseaux sociaux. Ils contribuent ainsi à disséminer des contre-vérités qui polluent le débat public, minent la cohésion sociale, engendrent des peurs irrationnelles, et attisent les tensions.

Dans le cadre de la lutte contre la circulation des fausses informations et des discours de haine, et pour réduire les risques qu'elles font courir à la stabilité et la cohésion sociale, l'un des leviers passe par la sensibilisation et le renforcement des compétences des **jeunes influenceuses et influenceurs** actifs sur internet, ainsi que de **jeunes citoyennes et citoyens engagés** dans des mouvements associatifs prônant le dialogue et la réconciliation nationale.

Le projet « **Médias citoyens au Cameroun** » vise à répondre à une triple difficulté :

- ✚ Le manque de capacité des médias à fournir à la population une information fiable, dépolarisée et nuancée dans un contexte de crise multi-dimensionnelle (pressions politiques, tensions séparatistes, terrorisme, insécurité, désinformation, précarité économique) ;
- ✚ Leur manque de compétences et d'expérience dans la production de programmes interactifs facilitant la participation citoyenne au débat public et la promotion d'un dialogue apaisé entre toutes les parties prenantes à ce débat ;
- ✚ Les jeunes, y compris celles et ceux qui sont membres d'organisations de la société civile, sont encore trop souvent, par manque de sensibilisation, des vecteurs de fausses informations et des relais de discours de haine et d'exclusion sur les réseaux sociaux.

III. OBJECTIFS

1. Objectif global

Rencontre d'échanges de bonnes pratiques en matière de lutte contre la désinformation entre les journalistes bénéficiaires du projet TalkPaix et ceux venus d'ailleurs.

2. Objectifs spécifiques

- Échanger sur les bonnes pratiques en matière de lutte contre la désinformation et la vérification de l'information ;
- Favoriser l'émergence au niveau africain et français d'un réseau d'échange sur la vérification de l'information ;
- Débattre sur les nouvelles approches en matière de vérification de l'information.

IV. RESULTATS

- Les journalistes bénéficiaires du projet Talk Paix et leurs confrères d'ailleurs ont échangé sur les bonnes pratiques en matière de vérification de l'information ;
- Les bénéficiaires de Talk Paix renforcent leurs connaissances des pratiques de la vérification de l'information sur le continent et en Europe ;
- Des perspectives de collaboration sont dessinées afin de renforcer le réseau ;

V. METHODOLOGIE

Pour mener à bien ce séminaire, la rencontre se tient sur 2 journées :

Jour 1

- ✚ La journée s'ouvre par une leçon inaugurale par un universitaire/chercheur dont les travaux sur la désinformation sont avérés ;
- ✚ La Journée est meublée par 4 exposés thématiques notamment :
 - *Journalisme et désinformation : une vieille histoire ; M&D*
 - *Responsabilité des journalistes dans la lutte contre la Désinfox ; M&D*
 - *Désinfox et régulation en ligne ; ADISI-Cameroun*
 - *Les initiatives locales en matière de lutte contre la Désinfox ; ADISI-Cameroun*

Jour 2

- La 2^{ème} journée est consacrée aux ateliers thématiques suivant les thèmes exposés pendant la 1^{ère} journée. Dans ces ateliers, les participants discutent des pistes de solutions à l'aune des pratiques dans leur pays respectif ;
- **Un rapport général assorti de recommandations est lu pour clôturer la journée.** Ledit rapport sera mis à la disposition des bénéficiaires pour exploitation dans la suite du projet.

VI. PROFIL DES PARTICIPANTS

Les 32 participants, tous des journalistes à cette rencontre viennent :

- Parmi les bénéficiaires du projet Talk Paix ;
- Du Cameroun ;
- D'Afrique ;
- Et de France.

VII. CEREMONIE D'OUVERTURE

La quarantaine de journalistes et responsables éditoriaux venant de quelques pays d'Europe (France et Italie), d'Afrique (Gabon, Mauritanie, Sénégal, Algérie, Cameroun anglophone et septentrional) et ceux issus de 10 médias du Cameroun bénéficiant du programme « Talk Paix » de CFI, ont eu droit à deux principaux groupes d'activités que sont la cérémonie d'ouverture et des exposés thématiques, prévus le premier jour.

S'agissant de la cérémonie d'ouverture, sa solennité a été réduite à sa plus simple expression.

Au nom de l'organisation, Mme Pricillia TSHIBUYI de CFI, dans son propos en sa qualité de modératrice des travaux, a surtout rappelé le contexte du Projet « Talk Paix » que son institution met en œuvre au Cameroun jusqu'en 2024.

C'est un programme de renforcement de capacités à l'endroit des médias afin que ceux-ci contribuent plus efficacement à la lutte contre la circulation des fausses informations et des discours de haine et à la réduction des risques qu'elles font courir à la stabilité et la cohésion sociale. L'objectif des présents travaux consiste à échanger et à débattre sur les bonnes pratiques en matière de lutte contre la désinformation.

Prenant la parole à son tour, le principal facilitateur du séminaire, Paul Joël KAMTCHANG, Secrétaire Exécutif de ADISI-Cameroun, a prononcé un mot d'accueil à l'endroit de chacun des participants en les remerciant pour leur engagement à lutter contre le phénomène rampant de la désinformation. Il a enfin esquissé le bien fondé du programme « TalkPaix » avant d'énoncer les modalités pratiques liées à la participation du séminaire.

La dernière prise de parole de cette phase introductive a été celle de Olivier PIOT, Directeur de la plate-forme "Médias et Démocratie". Après avoir succinctement évoqué les conséquences néfastes de la désinformation dans notre société, il a indiqué que cette lutte doit se faire dans un cadre concerté, mutualisé et a par conséquent, suggéré qu'un réseau d'acteurs du domaine soit mis en place au Cameroun afin de rendre efficace la lutte contre la désinformation.

Au terme de cette partie solennelle et après une pause-café, la phase des exposés s'est ouverte par une leçon inaugurale très relevée, suivie de quatre communications à l'expertise avérée.

VIII. DEROULEMENT DES TRAVAUX

1. Exposés thématiques

La leçon inaugurale du Dr Romeo SAA NGOUANA, sociologue-chercheur au ThinkTank CEIDES, a porté sur "Les regards croisés Afrique-Europe-Amérique, sur la désinformation et les enjeux locaux". En bon sociologue, l'orateur a ouvert son propos par une clarification du concept de désinformation, répondant à la question Quoi ? Puis il s'est engagé dans la dimension critique en répondant à la question Pourquoi ? Pour achever par le Comment avec comme outil la sociologie de l'intervention dans une dimension pratique.

Ainsi M. SAA reconnaît que le concept de désinformation fortement polysémique n'a toujours pas de définition universellement validée. Selon, lui, sa terminologie a du mal à s'accorder avec les différents cadres juridiques existants. Avant cela, il avait déjà analysé et placé la désinformation dans la notion de « mal social » chère à Emile Durkheim. Pour lui, la désinformation apparaît comme une version aggravée de ce phénomène. Lutter contre la désinformation est un chantier qui interpelle tout acteur social, à cause de l'utilité, de l'actualité et de la nécessité d'un tel combat pour toute société.

Pourquoi la désinformation ? La réponse intègre le déficit de formation des journalistes sur les enjeux de la désinformation. Il convoque à ce sujet les notions de persuasion clandestine des médias, ce qui correspond à la volonté manifeste de manipulation de l'opinion par certains médias.

Mais aussi le conflit d'intérêts qui lui a donné la possibilité d'évoquer les concepts de « sensorial balance » et de flagrant délit cognitif. Ainsi avec l'arrivée du numérique, on observe que la désinformation est devenue un phénomène protéiforme qui entrave la paix et la cohésion sociale.

Comment réagir face à la désinformation ? La réponse est une comparaison des réactions pertinentes observées ici et là dans le monde.

Au Canada, on équipe les citoyens à booster leur esprit critique vis-à-vis de la désinformation afin de la rendre plus résilients.

En Asie, plusieurs centres de fact-checking ont été disséminés ici et là pour apprendre à la population à lutter contre la désinformation notamment en Corée du Sud et en Thaïlande.

En Amérique latine, un organisme spécialisé est chargé de protéger les populations.

En Europe, c'est un code de bonne condition qui a été élaboré par les grandes plateformes internationales numériques pour aider à prendre des actes de lutte contre la désinformation. Cette mesure et d'autres sont contrôlées par l'Union Européenne en plus de celles prises par chaque pays.

En Afrique, le Bénin, la Tunisie, le Rwanda, la Guinée Bissau sont pris en exemple pour les actions initiées dans le cadre de cette lutte. En guise de conclusion, l'orateur a indiqué que la désinformation n'est pas une affaire des seuls journalistes, mais elle irradie l'ensemble des consommateurs des contenus médiatiques. Il a par ailleurs suggéré que les journalistes travaillent dans un environnement plus sécurisé, mieux équipé et éloigné de la paupérisation. Enfin, pour lui, l'éducation aux médias et à l'information est appelée à devenir une politique publique prioritaire.

Un jeu de questions réponses a suivi, évoquant essentiellement des problématiques programmées en débat pour les ateliers, à l'instar de l'avenir de la profession de journaliste, la responsabilité sociale du journaliste, la vérification des faits et l'accès aux sources.

Après la leçon inaugurale, on a eu droit à un marathon de quatre présentations les unes aussi intéressantes que les autres.

Olivier Piot (de M&D) a replongé l'assistance dans l'histoire et l'historique du phénomène de la désinformation. Pour lui, les journalistes ne sont pas les premiers acteurs de la désinformation, ce n'est guère le but de leur métier. Le journaliste est plus porté à informer qu'à désinformer. A travers

son exposé, il a proposé une échelle des acteurs du phénomène. Les journalistes n’y arrivent qu’au bas de l’échelle. Il a insisté par la suite sur la distinction entre l’information, domaine de prédilection des journalistes et la communication réservée aux autres acteurs. On retient que la communication c’est la voix du maître avec pour Adn, la désinformation. Par contre l’information c’est un contre-pouvoir et dont l’objectif n’est guère de renverser les pouvoirs mais simplement d’exiger des comptes. Il nous révèle que les sources d’information suivent le schéma suivant : collecte-vérification-traitement-diffusion. Encore faut-il qu’il y ait un environnement de libre accès à l’information. Pour l’orateur, le journalisme au contraire de la communication, privilégie l’information, l’intérêt général, la quête de la vérité, la rigueur des faits, la vérification, la fiabilité. Sur cette base, le journalisme doit avoir une mission de service public et chaque journaliste à terme doit avoir la maîtrise du fact-checking.

Fabien PONT du journal français « Sud-Ouest » a défini les contours de la responsabilité des journalistes dans la lutte contre la désinformation. Il s’est appesanti en guise d’illustration sur le traitement médiatique de la Covid-19 en France empreint de controverses. De même la gestion de l’affaire des réseaux de pédophiles dans le même pays et qui a entraîné un nombre élevé de fausses informations sans véritable traitement. Ensuite, il a pu démontrer que les situations de désinformation posent d’énormes problèmes pour enfin proposer quelques solutions :

- Mise en place de collectifs de journalistes issus de différents médias pour réduire les risques et les erreurs ;
- L’institution de la médiation au sein des organes médiatiques et l’instauration d’une certaine labélisation des sites Web afin de réduire au maximum les cas de manipulation et donc de désinformation.

Le Dr Bernard SAKAH, chercheur, s’est appuyé sur le thème "*Désinformation et régulation en ligne au Cameroun*" pour revisiter les statistiques de la pénétration internet dans le monde, en Afrique et au Cameroun où 12 millions de personnes ont accès à internet avec 4 millions connectés aux réseaux sociaux. Ensuite il a fait une comparaison simple de la désinformation avec la mésinformation, les fakes news, les discours de haine aussi bien au Cameroun qu’ailleurs en Afrique notamment en Éthiopie et en Mauritanie où les législations ont connu une évolution considérable. Sur place, pour lutter contre le phénomène, il est indispensable de faire recours à certains textes règlementaires que sont la loi sur la cybercriminalité et la cybersécurité, la loi sur le terrorisme ou encore le Code pénal. Les acteurs principaux ici sont les médias mais aussi les Etats.

Les enjeux de cette démarche concernent le fait pour les pouvoirs publics de réadapter le cadre juridique actuel à l'évolution technologique et de vulgariser les mesures existantes bien qu'elles soient insuffisantes. Il suggère en conclusion que des moyens divers soient accordés aux organes de régulation de ce secteur que sont le CNC et l'ANTIC. Au-delà de tout, il faut assurer un meilleur encadrement à la société civile et à d'autres initiatives privées.

Enfin, une mutualisation des efforts doit être envisagée afin de rendre les acteurs plus efficaces. L'Etat seul ne peut résoudre le problème, il faut développer l'autorégulation.

La quatrième communication, celle de Marthe DIANG, journaliste et experte de fact-checking a orienté le regard des participants vers la pratique du fact-checking, son déploiement et les difficultés rencontrées. Elle a passé en revue les initiatives locales en termes de fact-checking et relevé les défis de cette activité. Le défi majeur étant le financement pour soutenir les organisations de fact-checking, mais aussi d'éducation aux médias. Le cas pratique présenté a achevé d'instruire les uns et les autres sur la nécessité de vulgariser cette pratique comme moyen essentiel de lutte contre la désinformation.

La première journée des travaux s'est conclue par une synthèse du jour présentée par le rapporteur général des travaux, M. Alain Denis MBEZELE.

2. Ateliers participatifs

La seconde et dernière journée des travaux de l'hôtel Merina à Yaoundé a été consacrée aux ateliers suivis de la cérémonie de clôture.

Trois ateliers ont été constitués autour des thèmes développés la veille par les différents experts.

Ainsi, l'atelier N°1 avait pour thème « journalisme et désinformation », le second atelier a porté sur la responsabilité des journalistes dans la lutte contre la désinformation et le troisième sur les initiatives locales de lutte.

- **Atelier 1**

Présidé par Olivier PIOT de « Médias et Démocratie » avec pour rapporteur TSE NEBA NGU, de NDEFCAM Radio à Bamenda, les 9 membres de cet atelier ont planché en ouverture sur la différence entre journalisme et communication, avec des exemples précis. Ensuite, le terme désinformation a été défini et plusieurs aspects de cette définition ont été scrutés à l'instar de ses origines et de ses effets.

Après des débats houleux et très fructueux, le groupe a proposé quelques solutions pour lutter contre la désinformation. La principale solution est celle qui invite les journalistes à créer des alliances pour renforcer en améliorant la pratique de leur profession et à informer et éduquer le public dans le sens

du respect de l'éthique et de la déontologie professionnelle. Les reporters doivent suivre ce principe en usant aussi de l'empathie et en analysant le contexte dans lequel ils exercent leur métier. Ceci est fondamental pour les régions en proie à des crises comme c'est le cas dans le Nord-ouest, le Sud-ouest et l'Extrême-Nord. A ce sujet, le groupe a recommandé que des points focaux de journalistes ayant l'expérience des zones de crise soient mis en place, afin de mieux adresser les questions spécifiques à ces localités et de faire impacter les solutions y afférentes. Olivier Piot a partagé son expérience aux Kurdistans de Syrie, d'Irak, d'Iran et de Turquie (2004-2020).

- *Atelier 2*

Le second atelier a planché sur la problématique de la responsabilité des journalistes s'agissant de la lutte contre la désinformation. Après avoir exposé sur la même thématique la veille devant toute l'assistance, Fabien PONT du journal français Sud-Ouest a été chargé de coordonner les échanges dans ce groupe avec pour rapporteur Bertrand AYISSI.

De prime abord, il a été dit que le journaliste devrait faire preuve d'une extrême rigueur dans le traitement des informations qu'il reçoit, car il est de sa responsabilité de publier lorsqu'il est sûr à 100%. En temps de conflit et de crise, la responsabilité du journaliste est encore plus accentuée, car ce dernier doit jouer un rôle de médiateur et de facilitateur.

Au sujet des pressions diverses qu'il subit et qui créent un environnement peu propice à l'exercice de sa profession, le journaliste doit persister dans le respect de l'éthique et de la déontologie de sa profession. Les difficultés pécuniaires, les blocages dans le processus de vérification des sources, l'inaccessibilité aux canaux de vérification constituent des obstacles dirimants de ce secteur d'activités.

La journaliste régionale Fadimatou BOUBAKARY, a indiqué que les sources locales sont susceptibles d'induire le journaliste à l'erreur et à la manipulation, ouvrant ainsi la brèche à la désinformation. Dès lors, doit-on prendre des risques de publier, au risque de déplaire ? Réponse : « Il ne s'agit pas de plaire ou de déplaire, mais de donner les faits ».

En guise de conclusion de leurs échanges, les membres du groupe ont intensifié la réflexion sur quelques sous-thèmes dans le but d'aider le journaliste à éviter le piège de la désinformation. Ainsi, il a été question de rester dans les faits, de veiller à la fiabilité de son réseau d'informateurs, d'user de transparence pour éviter les erreurs, de prôner la solidarité professionnelle, de ne pas jouer sur l'émotion, de résister aux pressions, d'adhérer à l'Education aux Médias et à l'Information, de rechercher l'indépendance économique, de prendre ses responsabilités.

- **Atelier 3**

Le dernier atelier présidé par la journaliste Marthe NDIANG, experte du fact-checking a longuement échangé sur les initiatives locales de lutte contre la désinformation. Les expériences de Data Cameroun et Africa Check au Sénégal ont servi d'exemples d'initiatives locales.

Selon Evelyne Owona Essomba de la CRTV, le défi consiste surtout à rester en alerte. Pour ceux qui font de l'information en continu, ce n'est pas aisé de concilier le souci d'informer le public à temps et les principes du fact-checking qui exigent du temps. Pour Alain Denis MBEZELE, le journalisme a intérêt à sortir de sa léthargie actuelle s'il tient à rester en vie. Le fact-checking est de ce point de vue, la mine d'or à promouvoir pour aider cette profession.

Valdez ONANINA en mettant un bémol, a précisé que le fact-checking c'est d'abord le journalisme de vérification, par conséquent est simplement voué à s'améliorer.

L'association Eduk-media à travers son coordonnateur national Blaise Pascal ANDZONGO a initié à juste titre une discussion très animée sur les cibles de la vérification de l'information tout en insistant sur le rôle fondamental que doit jouer l'EMI pour une lutte efficace et complète de la désinformation. Plusieurs expériences locales de fact-checking ont ainsi été partagées et discutées.

Quelques recommandations ont pu jaillir de ce brainstorming. Il s'agit de :

- Créer une plateforme active entre journalistes et fact-checkers ;
- Approcher les Rédactions pour une initiation aux techniques du fact-checking ;
- Faire un plaidoyer auprès des patrons de presse sur l'importance de créer des contenus en rapport avec le fact-checking ;
- Asseoir sa crédibilité professionnelle. Pour cela, il faut prendre son temps et assumer d'être en retard ;
- Éviter de courir après le scoop, les réseaux sociaux ont réglé le problème depuis, le journaliste doit se concentrer sur la plus-value qu'il apporte ;
- Considérer l'éducation aux médias comme une des priorités du journaliste aujourd'hui ;
- S'accoutumer à la rigueur du fact-checking, très importante pour le travail des chercheurs.

IX. RECOMMANDATIONS

De nombreuses et diverses expériences ont été partagées dans une série de brainstormings fortement productifs et didactiques dans une ambiance très conviviale. Des recommandations ont ainsi été identifiées par les participants.

- La création de points focaux de journalistes dans le but d'aider leurs confrères des zones de crise à mieux supporter les difficultés inhérentes au journalisme de crise, à travers l'identification des problèmes et la gestion de l'impact des solutions à ces problèmes ;
- L'adoption par les professionnels des médias de nouvelles attitudes de vérification de l'information par le respect des suggestions suivantes : Rester dans les faits, veiller à la fiabilité de son réseau d'informateurs, user de transparence pour éviter les erreurs, prôner la solidarité professionnelle, ne pas jouer sur l'émotion, résister aux pressions, rechercher l'indépendance économique ;
- La création d'une plateforme active entre journalistes et fact-checkers ;
- L'initiation des Rédactions aux techniques du fact-checking ;
- La prise en compte de l'Education aux Médias et à l'Information comme une des priorités du journaliste aujourd'hui ;
- La Mise en place de collectifs de journalistes issus de différents médias pour réduire les risques et les erreurs ;
- L'institution de la médiation au sein des organes médiatiques et l'instauration d'une certaine labélisation des sites Web afin de réduire au maximum les cas de manipulation et donc de désinformation ;
- La mutualisation des efforts pour une meilleure approche de la vérification des informations ;
- La multiplication des opportunités de sensibilisation et de formation des acteurs en vue d'une lutte pérenne contre la désinformation.

X. COMMUNICATION MEDIAS SOCIAUX

ADISI-CAMEROUN
Publié par Aurelie Buchom
22 mars · 🌐

Dr #Roméo_SAA_NGOUANA, sociologue et chargé de recherches au Think tank Ceides nous propose la leçon inaugurale, qui met l'accent sur : «regards croisés Afrique-Europe-Amérique sur la désinformation et les enjeux locaux.»

Ambassade de France au Cameroun
France Diplomatie
@Roméo Saanguouana
#TalkPaix



ADISI-CAMEROUN
Publié par Aurelie Buchom
22 mars · 🌐

Alain Denis Mbezele, le Directeur de Communication du Conseil National De La Communication et pour la circonstance rapporteur général des travaux clôt la première journée de ce séminaire par la présentation de la Synthèse de la Journée.

#TalkPaix
Ambassade de France au Cameroun
France Diplomatie
CFImedias



ADISI-CAMEROUN
Publié par Aurelie Buchom
22 mars · 🌐

Le chercheur et expert Dr @Sakah_Bernard édifie les participants sur le cas du Cameroun en ce qui concerne la «Désinformation et la régulation en ligne.»

#TalkPaix
Ambassade de France au Cameroun
France Diplomatie
CFImedias



ADISI-CAMEROUN
Publié par Aurelie Buchom
22 mars · 🌐

#Fabien_Pont, journaliste de Sud-Ouest (France) s'entretient avec les participants sur «la responsabilité des journalistes dans la lutte contre la désinformation.»

#TalkPaix
Ambassade de France au Cameroun
France Diplomatie
CFImedias



ADISI-CAMEROUN
Publié par Aurelie Buchom
22 mars · 🌐

Contextualisation !

C'est à l'experte et cheffe Desk Fact-checking de DataCameroun Marthe Moutyol qu'incombe la charge d'entretenir les participants sur: « les initiatives locales en matière de lutte contre la désinformation.»

#TalkPaix
CFImedias
Ambassade de France au Cameroun
France Diplomatie



ADISI-CAMEROUN
Publié par Aurelie Buchom
23 mars · 🌐

La 2eme journée de ce séminaire pair à pair est axée sur les ateliers thématiques autour des sous-thèmes: #Journalisme et désinformation, Responsabilité des #journalistes, #Régulation en ligne et Initiatives locales.

#TalkPaix
CFImedias
France Diplomatie
Ambassade de France au Cameroun



ADISI-CAMEROUN
Publié par Aurelie Buchom
23 mars · 🌐

#Restitution en plénière des solutions proposées en vue d'une #lutte efficace et synergique de lutte contre la désinformation.

#TalkPaix
Ambassade de France au Cameroun
France Diplomatie
CFImedias



ADISI-CAMEROUN
Publié par Aurelie Buchom
22 mars · 🌐

Au tour du Directeur de #Médias_& Démocratie #Olivier_Piot de dérouler son contenu sur le thème : « Journalisme et désinformation : une vieille histoire.»

#TalkPaix
Ambassade de France au Cameroun
France Diplomatie
CFImedias



ADISI-CAMEROUN
Publié par Aurelie Buchom
23 mars · 🌐

La deuxième et dernière journée de ce séminaire est axée sur les ateliers multiples autour des thématiques suivants : #journalisme et désinformation, Responsabilité des journalistes, Régulation en ligne et Initiatives locales.

#TalkPaix
CFImedias
Ambassade de France au Cameroun
France Diplomatie



XI. CONCLUSION

Le séminaire de deux jours sur la désinformation et la vérification de l'information, organisé à l'hôtel Merina de Yaoundé par ADISI Cameroun et « Médias et Démocratie » avec l'accompagnement de CFI dans le cadre du projet « Talk Paix », a eu le mérite de regrouper une quarantaine de journalistes responsables de rédaction, fact-checkers et autres acteurs de la lutte contre la désinformation, au cours d'échanges particulièrement riches et fructueux. De la leçon inaugurale, jusqu'aux travaux en ateliers en passant par les communications d'experts chevronnés, le foisonnement de connaissances a été remarquable. Les organisateurs du séminaire ont félicité les participants pour leur assiduité et leur ardeur au travail, après avoir remercié les uns et les autres pour leur contribution à la réussite de cette activité. Chacun des participants a manifesté sa joie d'avoir assisté à ce séminaire, bien que deux jours aient semblé nettement insuffisants. Toute chose qui indique que l'organisation de ce type de rencontres est indispensable pour que l'avancée nocive de la désinformation dans l'espace communicationnel puisse être stoppée à temps. Les différentes activités au cours des deux jours des travaux, ont été ponctuées par des séquences régulières de remise en forme alimentaire très appréciées par les participants.